



UNION EUROPÉENNE

Fonds Européen Agricole
pour le Développement Rural

**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

APPEL A PROPOSITIONS

Programme de Développement Rural FEADER 2014 – 2022

Période de transition

Région Provence Alpes Côte d'Azur

Type d'opération 6.1.1

Dotation aux jeunes agriculteurs

Appel à propositions ouvert en continu, dont les conditions s'appliquent pour les dossiers déposés à partir de la date d'ouverture du présent appel.

Le présent appel à propositions se fonde sur les critères et la méthode de sélection validés par le Comité de suivi régional FEADER du 9 mars 2015

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'APPEL A PROPOSITIONS

La dotation jeunes agriculteurs est une aide au démarrage qui sera versée au minimum en deux fractions sur une durée maximale de 5 ans. La dotation jeunes agriculteurs est conditionnée à la mise en œuvre d'un plan d'entreprise qui précise notamment la situation initiale et les étapes de développement de l'exploitation.

La date d'installation correspond à la date à laquelle le jeune agriculteur dispose des moyens suffisants pour démarrer son activité tels que définis dans la situation initiale du plan d'entreprise. Elle correspond ainsi à la mise en œuvre effective du plan d'entreprise et est constatée par l'établissement d'un certificat de conformité qui déclenche le paiement de la première tranche de la DJA. Elle devra être postérieure au dépôt de la demande d'aides à l'installation.

Cette date marquera la fin d'un processus préalable à l'installation qui aura été initié par la validation du plan de professionnalisation personnalisé du candidat à l'installation (ou son agrément dans le cadre d'une acquisition progressive de la capacité agricole) qui confirme l'engagement du candidat à s'inscrire dans une démarche de professionnalisation pour se préparer au mieux à l'exercice de la fonction de chef d'exploitation. Ce processus ne pourra excéder une durée de 2 ans. De façon transitoire, cette durée est portée à 3 ans pour tous les Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) validés avant le 31/12/14.

L'installation comme chef d'exploitation agricole pourra se réaliser :

- **à titre principal (ITP)**, lorsque le revenu agricole du bénéficiaire est au moins égal à 50% de son revenu professionnel global,
- ou **à titre secondaire (ITS)**, lorsque le revenu agricole du bénéficiaire est compris entre 30% et 50% de son revenu professionnel global,
- ou dans le cadre d'un dispositif d'**installation progressive (IP)**, ce qui permet à l'agriculteur de développer progressivement son projet pour disposer, en fin de projet, d'une exploitation viable et d'un revenu agricole au moins égal à 50 % du revenu professionnel global à l'issue du plan d'entreprise. Ce dispositif permet ainsi aux candidats à l'installation d'accéder aux aides à l'installation :
 - s'ils présentent des revenus agricoles inférieurs à 50 % des revenus professionnels globaux à compter de la date d'installation tout en projetant d'atteindre un revenu agricole au moins égal à 50 % du revenu professionnel global à l'issue du plan d'entreprise
 - ou s'ils ne disposent pas, à la date d'installation, d'une exploitation de taille suffisante pour leur permettre d'être affiliés à un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles. Ils bénéficient alors d'un régime de protection sociale dérogatoire et s'engagent à relever du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (et non plus à titre dérogatoire) à l'issue du plan d'entreprise par l'acquisition progressive de moyens de production supplémentaires au cours du plan d'entreprise.

Pour tenir compte des contraintes propres aux différentes zones d'installation (plaine, zone défavorisée, montagne) tout en veillant à maintenir l'activité agricole dans chacune d'entre elles, les montants de base des DJA sont croissants au regard des contraintes inhérentes aux 3 zones (plaine, zone défavorisée, montagne).

Pour encourager les projets répondant aux enjeux de performance écologique et économique, de compétitivité et de création d'emploi, ou favorisant la transmission des exploitations même au-delà du cadre familial, 4 critères nationaux de modulation ont été introduits (projet agro-écologique, projet

générateur de valeur-ajoutée et d'emploi, installation hors cadre familial, projet à coût de reprise / modernisation important).

En Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le renouvellement des générations est un enjeu prioritaire étant donnée la situation des exploitations agricoles existantes et le nombre d'installation hors des aides.

La prise en compte du critère national sur l'installation hors cadre familial est essentielle car la part des installations hors cadre familial est de 42% contre 28 à 30% en moyenne au niveau national. Les 3 autres critères nationaux de modulation (valeur ajoutée-emploi, agroécologie et effort de reprise et modernisation) seront déclinés en Région PACA afin :

- d'une part de favoriser le dynamisme des territoires ruraux par le maintien et le développement d'une activité agricole génératrice de valeur-ajoutée et créatrice d'emploi,
- D'autre part, dans une région fortement impactée par le changement climatique et dont 67% du territoire est concerné par des espaces naturels, d'accompagner des installations répondant aux critères de l'agro-écologie.

2. BENEFICIAIRES

Peuvent bénéficier de la dotation jeunes agriculteurs (DJA) les personnes âgées de moins de 40 ans à la date du dépôt de la demande d'aides à l'installation, qui possèdent des connaissances et des compétences professionnelles suffisantes et qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole comme chefs d'exploitation, à titre individuel ou en société dans les conditions prévues à l'article 2-2 du règlement délégué (UE) n°807/2014.

3. CRITERES

Critères d'éligibilité

Être âgé de moins de 40 ans à la date du dépôt de la demande d'aides à l'installation

Être de nationalité française, ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, ou ressortissant de pays non-membre de l'Union Européenne en justifiant d'un titre de séjour les autorisant à travailler sur le territoire français.

S'installer pour la première fois comme chef d'exploitation d'une exploitation à titre individuel ou comme associé-exploitant non salarié d'une société dans les conditions prévues à l'article 2-2 du règlement délégué (UE) n°807/2014.

S'installer dans une exploitation qui répond à la définition communautaire de micro ou petite entreprise, compte tenu des dispositions réglementaires de l'article 19.4 du règlement 1305/2013.

Justifier au dépôt de la demande d'aides de la capacité professionnelle agricole (CPA), attestée par la possession cumulée de deux éléments :

- d'un diplôme ou titre de niveau égal ou supérieur au baccalauréat professionnel spécialité « conduite et gestion de l'exploitation agricole » ou au brevet professionnel, option « responsable d'exploitation agricole » procurant une qualification professionnelle correspondant à l'exercice

du métier de responsable d'exploitation agricole, y compris d'un diplôme reconnu par un État membre de l'UE ou par un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, conférant le niveau IV agricole,

- d'un Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) validé. Le PPP, dont le contenu minimal est fixé au niveau national, a pour finalité de compléter les compétences du candidat à l'installation déjà conférées par le diplôme afin de se préparer au mieux à l'exercice de la fonction de Chef d'exploitation. Le PPP est établi de façon personnalisée en fonction des capacités et compétences que le candidat a pu acquérir antérieurement par la formation et/ou l'expérience.

Pour un candidat justifiant d'être dans l'obligation de s'installer sans pouvoir satisfaire à la condition de capacité professionnelle agricole, celui-ci devra être titulaire d'un diplôme ou titre d'un niveau équivalent au brevet d'études professionnelles agricoles ou au brevet professionnel agricole ou titulaire d'un diplôme de niveau IV non agricole et s'engager à suivre une formation en vue d'acquérir le diplôme requis et à valider son PPP, dans un délai qui ne peut excéder trois ans à compter de la date de décision d'octroi des aides à l'installation. Ce candidat s'inscrit alors dans le cadre d'une acquisition progressive de la CPA qui lui est accordé par le Préfet. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre de l'article 2(3) du règlement délégué (UE) n°807/2014 du 11 mars 2014.

Lors du dépôt de sa demande, le candidat devra justifier de la condition de diplôme, d'un PPP agréé et de l'accord du Préfet relatif à l'acquisition progressive de la CPA.

Présenter un plan d'entreprise (PE) qui va se réaliser sur une période de 4 ans. Ce plan d'entreprise devra proposer un projet viable de développement de l'exploitation, permettant d'envisager un revenu prévisionnel agricole minimum d'un SMIC en 4^{ème} année du plan d'entreprise (0,5 SMIC dans le cadre d'une installation à titre secondaire).

Le plan d'entreprise, prenant en compte l'ensemble des enjeux économiques, environnementaux et sociaux comprend, en vertu de l'article 5 du règlement délégué (UE) n°807/2014 de la Commission du 11 mars 2014

- un état de la situation initiale de l'exploitation agricole reprise ou nouvellement constituée,
- les étapes et les objectifs pour le développement de l'exploitation,
- les détails des mesures, y compris celles qui sont liées à la durabilité de l'environnement et l'efficacité des ressources, nécessaires au développement des activités de l'exploitation agricole, comme les investissements, la formation, le conseil

Un document type national sera mis à disposition des candidats à l'installation.

La mise en œuvre du plan d'entreprise doit commencer dans un délai de 9 mois à compter de la date de la décision d'octroi, mais peut débuter dès le dépôt de la demande d'aide. En outre, le jeune agriculteur doit pouvoir être considéré comme « agriculteur actif » dans les 18 mois qui suivent la date de l'installation, tel que prévu dans l'article 9 du règlement 1307/2013.

Dans le cas où le jeune agriculteur souhaiterait modifier l'économie de son projet au cours du plan, il devra établir un avenant à son plan d'entreprise initial.

Conformément à l'article 19.4 du règlement (UE) 1305/2013, respecter le seuil plancher pour l'accès aux aides à l'installation fixé à une taille économique de l'exploitation supérieure ou égale à 10 000 euros de potentiel de production brute standard (PBS) et le seuil plafond fixé à une taille économique de l'exploitation inférieure ou égale à 1 200 000 euros de potentiel de production brute standard par l'associé-exploitant.

Conformément à l'article 5 du règlement délégué (UE) n°807/2014 du 11 mars 2014, la valeur de ce seuil est mesurée en potentiel de production brute standard telle que définie à l'article 5 du règlement (CE) n°1242/2008. Pour les productions ou activités pour lesquelles le coefficient de PBS n'est pas disponible, un équivalent de la PBS sera calculé sur la base du chiffre d'affaires.

Sont exclues de ce type d'opération :

- les demandes visant majoritairement la production de produits piscicoles et aquacoles,
- les demandes au sein de la filière équestre ne visant pas majoritairement à la production et l'élevage des équins
- les demandes pour lesquelles le candidat :
 - est déjà affilié à un régime protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles et dispose d'un revenu agricole égal ou supérieur à un SMIC (ou 0,5 SMIC dans le cadre d'une installation à titre secondaire).
 - ou est déjà associé-exploitant d'une société agricole et dispose de plus de 10 % des parts sociales

Lorsque le jeune agriculteur s'installe en qualité d'associé-exploitant non salarié d'une société, ce dernier doit exercer des responsabilités réelles dans sa conduite qui s'apprécieront en examinant les statuts de la société et les modes de décision. Il devra en outre disposer de parts sociales représentatives du capital de la société, qui représenteront a minima 10% du capital social de la société.

Le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou titre de niveau égal ou supérieur au baccalauréat professionnel spécialité « conduite et gestion de l'exploitation agricole » ou au brevet professionnel, option « responsable d'exploitation agricole » procurant une qualification professionnelle correspondant à l'exercice du métier de responsable d'exploitation agricole, y compris d'un diplôme reconnu par un État membre de l'Union européenne ou par un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, conférant le niveau IV agricole. Néanmoins, tout candidat titulaire d'un diplôme ou titre d'un niveau équivalent au brevet d'études professionnelles agricoles ou au brevet professionnel agricole ou titulaire d'un diplôme de niveau IV non agricole qui :

- justifie être dans l'obligation de s'installer sans pouvoir satisfaire à la condition de capacité professionnelle agricole et
- s'engage à suivre une formation en vue d'acquérir le diplôme requis et à valider son plan de professionnalisation personnalisé, dans un délai qui ne peut excéder trois ans, peut bénéficier des aides à l'installation.

Ce candidat s'inscrit alors dans le cadre d'une acquisition progressive de la capacité professionnelle agricole qui lui est accordée par le Préfet.

Critères de sélection

L'évaluation des dossiers sera faite par application de la grille suivante de critères.

Principes de sélection	Critères de sélection	Conditions de notation	Notation
Projet d'installation	Type de projet en lien avec la nature de l'installation	Installation ATP & EAJ	50
		Installation ATS & EAJ	50
		Installation Prog & EAJ	50
		Installation ATP & EAS	50
		Installation ATS & EAS	30
		Installation Prog & EAS	30
Evaluation Autonomie	Autonomie au regard des moyens de production	Autonomie. Moyens de production détenus par l'exploitant seul (propriété ou location)	150
		Autonomie. Moyens de production détenus à plusieurs dans le cadre d'une exploitation collective (CUMA, Regroupements d'atelier).	160
		Non autonomie.	0
Effet levier	Revenu professionnel global dégagé	> 3 SMIC en année 4 et > 3 SMIC en année 3	0
		> 3 SMIC en année 4 et < 3 SMIC en année 3	10
		< 3 SMIC en année 4 et < 3 SMIC en année 3	100
Modulation de la DJA et concours aux objectifs transversaux	Nombre de modulations DJA sollicitées	10 points par modulation activée dans la limite de 50 points	0 à 50

Minimum: 30 - Maximum: 360 - Seuil mini: 300

4. MODALITES DE FINANCEMENT

Montant global de l'appel à proposition

Le montant indicatif de FEADER dédié à cet appel à proposition est de 3,5M€.

Taux d'aide

Le montant de base est défini comme suit, considérant les difficultés spécifiques des installations en zone de plaine dans un climat méditerranéen, ainsi que les particularités des installations en zone de montagne :

- zone de plaine : 15 000 €.
- zone défavorisée : 21 000 €.
- montagne : 33 000 €.

Ce montant de base fait l'objet de modulations positives sur la base des 4 critères de modulation nationaux déclinés en région :

- installation hors cadre familial : 12% de modulation,

- projet agro-écologique : 12% de modulation,
- projet générateur de valeur ajoutée et d'emploi : 12% de modulation
- effort de reprise et de modernisation : une dotation supplémentaire de 6 000 € en zone de plaine et de 8 000 € en zone défavorisée ou de montagne est accordée pour un investissement de plus de 120 000 € en zone de plaine et de 150 000 € en zone défavorisée ou de montagne.

Le pourcentage de modulation positive est appliqué au montant de base pour obtenir le montant total de DJA : le montant de base de la DJA peut être modulé dans la limite de 60% tous critères de modulation confondus, auquel s'ajoute la dotation pour l'effort de reprise et modernisation.

La déclinaison des critères de modulation s'effectue de la manière suivante :

1. Installation hors cadre familial. L'installation hors cadre familial s'entend comme l'installation sur une exploitation agricole indépendante de l'exploitation d'un parent (ou d'un parent du conjoint lié par un pacs ou un mariage) jusqu'au 3ème degré, collatéraux inclus (au sens des articles 741 et suivants du code civil). Ce critère est vérifié à la date de dépôt de la demande des aides à l'installation.

2. Projets agro-écologiques. Les installations répondant à au moins une des démarches suivantes en année 4 au plus tard pourront bénéficier de la modulation agro-écologie :

- s'installer sur une exploitation à convertir en totalité à l'agriculture biologique ou reprendre une exploitation déjà certifiée en totalité en agriculture biologique (objectif 5 du cadre national),
- engager son exploitation dans une MAEC système ou amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles domestiques pour la préservation de la biodiversité (API) (objectif 3 du cadre national),
- appartenir à un Groupement d'Intérêt Économique et Environnemental (objectif 4 du cadre national).
- être certifié HVE (Haute Valeur Environnementale) niveau 3,

3. Projets générateurs de valeur ajoutée et d'emploi. Le critère est rempli si au moins 1 des 3 indicateurs suivants est rempli :

- Le ratio Valeur ajoutée / produits d'exploitation (en %) est supérieur à la moyenne par rapport aux références du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA).

La valeur ajoutée (VA) s'entend comme la différence entre la production d'un exercice (ventes – ou + variation de stocks) et les charges externes. Le Produit d'exploitation est égal à la somme du Chiffre d'affaires des variations de stocks produits et des subventions.

Le calcul et la vérification se font sur la moyenne des années 3 et 4 à partir des données de la comptabilité, comparées aux valeurs du RICA mises à jour : pour le calcul à l'instruction, les prévisions du PE en année 3 et 4 sont comparées à la dernière mise à jour des données RICA à la date de l'instruction ; la vérification des données de la comptabilité sur les années 3 et 4 sont comparées à la dernière mise à jour des données RICA au moment du paiement.

- le ratio Produits d'exploitation / ETP est inférieur à la moyenne par rapport au RICA.

Calcul sur la moyenne des années 3 et 4, et appréciation de cet indicateur au-delà des chefs d'exploitation, et en appliquant la transparence pour les GAEC. A partir des données de la comptabilité au regard du plan d'entreprise. La vérification de la réalisation du critère se fera à partir des données de la comptabilité.

- Création d'emploi au-delà de la situation de reprise : à minima 0.25 ETP en année 4.

Tout contrat salarié ou d'apprentissage ou contractualisation de prestation de main d'oeuvre (le temps de travail du chef d'exploitation n'est pas comptabilisé) avec engagement supérieur ou égal à un an justifié par un engagement écrit (convention ou contrat et factures de main d'oeuvre).

4. Effort de reprise et de modernisation : Les projets à coût de reprise / modernisation sont ceux qui nécessitent un effort d'investissement important. Cet effort s'apprécie au regard des investissements de reprise, de renouvellement et de développement à réaliser par le jeune agriculteur, inscrits à son plan d'entreprise et vérifiés à l'issue de celui-ci : investissements physiques et immatériels classiques, achat de foncier dans la limite de 50 000 €, achat de parts sociales.

Modalités de versement de l'aide

Il s'agit d'une aide au démarrage en capital (subvention), versée au minimum en 2 fractions sur une durée maximale de 5 ans. Dans le cas d'une installation à titre principal (revenu agricole du bénéficiaire au moins égal à 50% de son revenu professionnel global) ou d'une installation à titre secondaire (revenu agricole du bénéficiaire compris entre 30% et 50% de son revenu professionnel global), la première fraction (80% du montant de l'aide) sera versée dès le constat d'installation (certificat de conformité), une vérification de la bonne mise en œuvre sera effectuée à mi-parcours en 3ème année, et la seconde fraction (20% du montant de l'aide) sera versée à l'issue du plan d'entreprise après vérification de la bonne mise en œuvre du projet. Dans le cas d'une installation progressive (développement progressif du projet sur la durée du plan d'entreprise pour disposer en fin de projet d'une exploitation viable et d'un revenu agricole au moins égal à 50 % du revenu professionnel global), la première fraction (50 % du montant de l'aide) sera versée dès le constat d'installation (certificat de conformité), la 2ème fraction (30 % du montant de l'aide) sera versée à partir de la 3ème année après vérification de la bonne mise en œuvre à mi-parcours et l'atteinte d'un revenu agricole minimal de 0,5 SMIC, et la dernière fraction (20 % de l'aide) sera versée à l'issue du plan d'entreprise après vérification de la bonne mise en œuvre du projet.

Dans le cas particulier de l'acquisition progressive de la capacité professionnelle agricole permise par l'article 2 point 3 du règlement délégué (UE) n°807/2014 de la Commission du 11 mars 2014, le premier versement sera fractionné en deux parts égales : la première part dès le constat d'installation (certificat de conformité) et la seconde part dès l'obtention du diplôme et de la validation du PPP au plus tard 3 années après la date de décision d'octroi des aides à l'installation.

Dans le cadre de la mise en place de modulations de la DJA, nécessitant une vérification à l'issue du plan d'entreprise, le non-respect de leurs conditions d'attribution fera l'objet de reversement des montants perçus lors des premiers versements.

5. PROCEDURE DE CANDIDATURE

Pour l'année 2023, la **Région Provence-Alpes-Côte d'Azur** devient **Guichet Unique Service Instructeur**.

Les dépôts de demande d'aide seront réalisés dans les Maisons de la Région ou à l'Hôtel de Région en fonction du siège social du pétitionnaire.

La liste des personnes à contacter et les adresses de dépôts sont jointes aux documents du présent appel à propositions.

Le Dossier de demande d'aide est téléchargeable sur le site europe.mareregionsud.fr.

Le dossier de demande d'aide dûment complété, daté et signé est à remettre en :

- Un exemplaire papier à transmettre obligatoirement en RAR ou à déposer en main propre
- Un exemplaire dématérialisé par courriel à l'adresse suivante : dja_feader@mareregionsud.fr

Tout dossier incomplet sera déclaré irrecevable.

6. MODALITES D'INSTRUCTION/ SELECTION/PROGRAMMATION DES DOSSIERS

Votre GUSI, avec l'appui de la Chambre Départementale d'Agriculture concernée, procède à l'instruction du dossier sur la base d'un rapport d'instruction type. Il vérifie les critères d'éligibilité du candidat et du projet, avec si nécessaire une demande de pièces complémentaires : A l'issue de l'instruction, la non-atteinte d'un des critères d'éligibilité donne lieu à un avis défavorable qui sera notifié au demandeur à l'issue de processus de programmation.

Les dossiers répondant à l'ensemble des critères d'éligibilité font alors l'objet d'une évaluation du projet au regard des critères de sélection décrits au chapitre 3 de l'appel à propositions. Une note globale est ainsi attribuée, correspondant à la somme des notes attribuées à chaque catégorie de critère. Un seuil minimum de 300 points pour l'ensemble des critères est requis pour obtenir un avis favorable.

Chaque dossier DJA est présenté **en Comité Départemental d'Orientation Agricole (CDOA)**, pour avis consultatif. A l'issue de la CDOA, le GUSI finalise et valide son rapport d'instruction. Les dossiers éligibles ayant reçus un avis favorable sont programmés jusqu'à épuisement des enveloppes financières allouées à l'appel à propositions. La Région prend alors une décision de refus ou d'attribution d'aide et la notifie au candidat.

7. ENGAGEMENT DES CANDIDATS

Tout participant remettant un dossier de candidature s'engage à :

- Autoriser l'Autorité de gestion à communiquer sur son projet, son bilan et ses résultats, dès lors qu'il a été retenu ;
- Informer l'Autorité de gestion à toute opération de communication relative à l'opération, et se conformer aux règles de publicité applicables (ex. logo de l'Europe).
- Respecter les normes communautaires applicables à l'investissement concerné en matière sanitaire, environnementale, de sécurité.
- Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation, et conserver pendant 10 ans l'ensemble des pièces justificatives relatives à la réalisation du projet.
- Informer le service instructeur en cas de modifications du projet, du plan de financement, des engagements.

8. CONFIDENTIALITE

L'Autorité de Gestion s'engage à respecter la confidentialité des informations contenues dans les dossiers remis par les candidats.